

minée du Gouvernement, ont toujours été combattues par les conservateurs. En septembre 1922, pour des raisons qu'on ignore, le tarif a été haussé à 49 cents, mais, en janvier 1924, il a été de nouveau réduit à 43 cents, alors qu'en septembre 1925 il a été abaissé à 35 cents $\frac{1}{2}$. Cela signifie que, pendant cette période, le tarif de transport de Grande-Prairie à Fort-William a été réduit de 24 cents $\frac{1}{2}$. Prenons maintenant le tarif de Grande-Prairie à Vancouver pendant la même période. En 1921, il était de 54 cents, et de 48 cents en 1922; de 43 cents en 1923 et, le 19 janvier 1924, il était de 40 cents $\frac{1}{2}$. Le tarif diminuait le 29 janvier 1924 à 39 cents $\frac{1}{2}$; à 29 cents $\frac{1}{2}$ en septembre 1925 et, le 15 septembre 1925, il était à 28 cents. Cela représente une réduction totale des tarifs de Grande-Prairie à Vancouver de 30 cents $\frac{1}{2}$, ou, en d'autres termes, le tarif a été réduit de moitié. Cela a permis aux cultivateurs de Grande-Prairie de vivre pendant que le pays progressait, et que la quantité des marchandises à transporter justifiait la création d'un débouché vers le Pacifique. A notre avis, les deux choses doivent se faire concurremment. Nous devons nous préparer à la construction certes inévitable d'une voie ferrée débouchant sur le Pacifique, et, en même temps, le Gouvernement doit assurer aux agriculteurs de la région la possibilité de continuer la culture avec des profits raisonnables. Et ceci est le meilleur moyen de parvenir à cela. Il nous faut réduire les prix de transport à ce degré-là, et diminuer ainsi le coût de production de tout boisseau de blé. Je puis dire que la région se colonise rapidement, et non pas avec des gens faibles d'esprit, mais avec des colons forts, résolus et vigoureux. Ces gens s'y établissent et en font une contrée à laquelle le continent entier porte envie. Hermann Trelle, un ingénieur, alla là-bas dans sa jeunesse, et, s'adonnant à la culture, il finit par remporter les premiers prix sur le continent pour le blé et l'avoine à la fois. Ce seul homme a plus fait et fera encore plus à lui tout seul pour la région de la rivière de la Paix, que tous les hâbleurs que vous pourriez entasser sur les banquettes tories, d'ici à la fin de la session.

J'ai embrassé la question de l'immigration, je crois. Je n'ai reçu aucun mandat de mon collègue, le ministre de l'Immigration (l'hon. M. Forke), pour parler en son nom au sujet du comité de l'agriculture et de la colonisation, mais dans la mesure où je suis de moitié avec lui, pourrais-je dire, dans cette affaire, je m'engage à lui faciliter la besogne autant que je pourrai, jusqu'à sacrifier quelques-uns de mes projets de loi, si mon honorable ami de Vancouver-Nord (M. McRae) veut s'y

[L'hon. M. Motherwell.]

présenter et développer sa proposition. Nos amis désirent que nous la mettions à l'étude, mais je veux la connaître un peu davantage avant de prendre un engagement. Ils consentent à ce que nous nous faisons un mérite du projet, mais avant que nous achetions chat en poche, il est raisonnable de notre part de demander que mon honorable ami expose et développe son projet. Je suis disposé à lui accorder tout le temps voulu à cette fin. D'ici là, nous ne pouvons faire davantage et nous passerons à un autre sujet.

Nos amis dénoncent le traité avec l'Australie. Vous ne sauriez, comme de raison, acquiescer un marché sans donner quelque chose en retour. Il faut que quelqu'un paye. L'inauguration du tarif de faveur accordé à la Grande-Bretagne en 1897 n'a pu s'accomplir sans léser un peu quelques intérêts. Mais dans l'ensemble, elle fut à l'avantage du Canada. Dans l'ensemble, notre traité avec l'Australie est à l'avantage du Canada, et nous espérons qu'il est aussi avantageux pour l'Australie. Le gouvernement libéral est très en faveur du développement du commerce entre les pays de l'empire, comme nous le sommes tous, j'en suis sûr, et il est impossible d'obtenir ce résultat sans parfois nuire à quelqu'un. Vous vous imaginerez presque, monsieur l'Orateur, que c'est un crime de manger du bon beurre australien ou néo-zélandais. Apparemment, nos honorables amis préféreraient que nos gens mangent de la margarine. Je me rappelle un des premiers commentaires que j'aie faits dans cette enceinte. Je n'étais pas à ce siège, mais dans les alentours, et je parlais de cette question de la margarine. Mon honorable ami de York-Ouest (sir Henry Drayton) que nous sommes heureux de revoir à son siège, l'air joyeux et en bonne santé, écoute la discussion avec beaucoup de plaisir. Il en a gardé un souvenir très net, c'est probable.

L'hon. M. BENNETT: Il s'amuse également aujourd'hui, je dois le dire.

L'hon. M. MOTHERWELL: J'ai une liste de nos importations des antipodes depuis vingt ans, et, chaque année, nous avons eu lieu d'importer plus ou moins du beurre des antipodes, pour suppléer au déficit de notre production hivernale. Est-ce un crime? Durant la dernière année du régime libéral, en 1911, nous avons importé 903,821 livres de beurre, tandis que durant la première année du régime conservateur en 1912, nos importations se montèrent à 2,241,584. Je ne vais pas l'imputer à blâme aux conservateurs. S'ils n'avaient pas de beurre à mettre sur leur pain, ils ont bien fait d'en prendre où ils pouvaient en trouver, et le beurre ne suffisait pas,